



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

lutte contre le racisme

Question au Gouvernement n° 513

Texte de la question

VIOLENCES RACISTES À L'ÉCOLE

M. le président. La parole est à M. Lucien Degauchy, pour le groupe UMP.

M. Lucien Degauchy. Ma question s'adresse à M. le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche.

Un rapport remis jeudi dernier à M. le Premier ministre a mis en évidence l'augmentation inquiétante des violences racistes qui ont fait un mort et trente-huit blessés. Ce rapport révèle également un nombre de menaces jamais atteint depuis dix ans, que ce soit des tracts injurieux envers telle communauté ou l'arrachement de plaques ou de boîtes aux lettres portant des noms évoquant telle autre communauté. Ces menaces ont été multipliées par six depuis 2001.

Sans doute le contexte international de tension est-il à l'origine de ce regain.

Mais ma plus grande inquiétude est que ce phénomène, inacceptable dans un pays comme la France, concerne de plus en plus les jeunes. En effet, depuis le début du conflit en Irak, la presse se fait le triste écho du comportement identitaire de certains adolescents qui font de nombreux amalgames, ce qui les conduit à des actes et à des revendications communautaires.

Dès jeudi, le Premier ministre a déclaré qu'il était urgent que le Gouvernement réaffirme une volonté politique claire de lutte contre toutes les formes de racisme. Quelle est votre analyse de la situation ?

M. Michel Delebarre. Bonne !

M. Lucien Degauchy. Comment le Gouvernement compte-t-il assurer le respect des valeurs du contrat républicain...

M. Michel Delebarre. Mal !

M. Lucien Degauchy. ... et lutter fermement contre le racisme ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche.

M. Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche. Monsieur le député, le rapport que vous évoquez est, en effet, extrêmement inquiétant. C'était une bonne chose que, sans en attendre les conclusions, et alors même que nous ne savions pas exactement quel était l'état des lieux, nous puissions mettre en place, avec Xavier Darcos, dans les établissements et les rectorats, des mesures susceptibles de préserver la paix civile dans les établissements. Pour l'instant, cela a relativement bien marché, puisque le nombre d'incidents signalés dans les établissements n'est pas en augmentation, en dépit du contexte international, que vous avez eu raison d'évoquer.

Il est clair en effet, quand on regarde les chiffres de près, que de tels incidents sont directement liés, d'abord aux

attentats du 11 septembre, puis au déclenchement de ce que l'on a appelé la seconde Intifada. Les chiffres sont en effet parallèles à l'évolution de ces événements dont on voit le reflet au sein des communautés qui vivent sur le territoire français.

Pour parler sans langue de bois,...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Ça va changer !

M. le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche. ... on assiste à une montée du racisme anti-arabe, qui dévaste certaines cités et, à certains égards, certains établissements, évidemment peu nombreux, mais, ce qui est plus inquiétant et ce que ce rapport confirme de manière chiffrée, c'est la montée d'un antisémitisme d'un type nouveau. Nous n'avons plus simplement affaire à l'antisémitisme d'extrême droite, qui, je crois, est en régression constante en France depuis une dizaine d'années, mais à un antisémitisme non pas d'origine musulmane, comme on l'a dit parfois bêtement, car la religion musulmane n'a rien à voir avec l'antisémitisme, mais d'origine fondamentaliste islamiste. Dans un petit milieu intellectuel, malheureusement, on trouve des excuses à cet antisémitisme-là, on fait preuve à son égard d'une certaine tolérance. Ce n'est pas que ces intellectuels soient antisémites, mais on le tolère au motif qu'il exprimerait le discours des victimes palestiniennes.

Voilà pourquoi il faut rappeler des consignes de très grande fermeté. Quelle que soit l'origine de l'antisémitisme, il doit être condamné, et je dis aux chefs d'établissement qu'on peut non seulement recourir aux règlements internes, mais aussi déposer plainte.

Il faut également, et je m'y emploie, rappeler les principes républicains. Je vais faire diffuser dans tous les établissements un livret républicain qui permettra aux professeurs de travailler avec leurs élèves. Au fond, un certain héritage de 68 (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) a valorisé le droit à la différence, a fait dériver les principes, et l'on a oublié ces principes de la laïcité qu'il faut aujourd'hui rappeler. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Données clés

Auteur : [M. Lucien Degauchy](#)

Circonscription : Oise (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 513

Rubrique : Droits de l'homme et libertés publiques

Ministère interrogé : jeunesse et éducation nationale

Ministère attributaire : jeunesse et éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 avril 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 avril 2003